

RAPPORT
DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
DES NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 31 (A/38/31)



NATIONS UNIES

New York, 1983

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. VUE D'ENSEMBLE	1 - 4	1
II. SESSIONS DU CONSEIL EN 1982-1983; BUREAU, COMITES, NOUVEAUX MEMBRES ET COLLOQUES DU CONSEIL	5 - 13	2
III. MISE EN OEUVRE DE LA PERSPECTIVE A MOYEN TERME POUR 1982-1987 : PROGRAMME DE L'UNIVERSITE POUR 1982-1983	14 - 61	4
IV. ORGANISATION ET ADMINISTRATION DU PROGRAMME DE L'UNIVERSITE	62 - 73	16
A. Division des études sur le développement	65	17
B. Division des études régionales et mondiales	66 - 67	17
C. Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale	68 - 70	18
1. Services culturels	69	18
2. Services de l'information	70	18
D. Personnel	71 - 73	18
V. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET APPEL DE FONDS	74 - 76	19
VI. COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES	77 - 79	20
VII. SIEGE PERMANENT DE L'UNIVERSITE	80	21

ANNEXES

I. Composition du Conseil de l'Université des Nations Unies et des Comités du Conseil	22
II. Membres du Comité consultatif auprès du recteur, coordonnateurs de projet, coordonnateurs résidents et personnel de l'Université des Nations Unies	26
III. Liste des principales publications (juillet 1982-juin 1983)	33

I. VUE D'ENSEMBLE

1. Au cours de la période comprise entre juillet 1982 et juin 1983, l'Université des Nations Unies a commencé à appliquer le plan de travail décrit dans sa Perspective à moyen terme pour 1982-1987, telle qu'elle avait été adoptée à la dix-huitième session du Conseil en novembre 1981. Ce travail de mise en oeuvre a consisté essentiellement à élaborer de nouvelles activités de recherche se rapportant aux programmes, à accomplir des tâches de formation et de diffusion des connaissances, à poursuivre les activités pertinentes existantes et à progresser de façon notable dans les travaux exploratoires visant à mettre en place les premières unités de recherche et de formation propres à l'Université. Au cours de la même période, l'Université a également pris des mesures en vue de renforcer le développement des activités entreprises au titre des programmes par le biais d'un nouveau processus de planification dans lequel étaient engagés, d'une part, le personnel du Centre de Tokyo et, d'autre part, les directeurs de programme et les coordonnateurs de projet dans différentes régions du monde. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la participation des fonctionnaires pour les questions ayant trait au personnel et à son bien-être, grâce à la création d'un groupe consultatif mixte composé de représentants du Recteur et de représentants du personnel; le Conseil a entrepris également de combler la grave lacune que représentait l'absence de statut du personnel en adoptant, à sa vingtième session, un règlement provisoire du personnel de l'Université et des relations avec les organismes extérieurs.

2. Dans le cadre du renforcement de son rôle d'université des Nations Unies, l'Université a organisé, en février 1983 à New York, une séance de prospection d'idées avec la participation d'éminents intellectuels venant de diverses régions du monde; cette réunion avait pour thème les incidences, pour les pays du tiers monde, de la faible croissance qui, selon les prévisions, demeurerait celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique, même après la fin de la récession. Les participants ont convenu dans leur ensemble que la récession, dont l'effet dévastateur se faisait déjà sentir, aurait pour le Sud des répercussions durables. Ils ont estimé également que la rupture des liens avec le Nord n'était peut-être pas une stratégie viable en raison de la nécessité pour le Sud d'accéder à la science et aux techniques. Les débats ont mis en lumière en outre l'absence d'un cadre conceptuel permettant de relier la crise économique actuelle générale dans le tiers monde à la question de la restructuration industrielle dans le Nord et à la nécessité d'une réforme structurelle dans le Sud. Enfin, l'importance d'une coopération Sud-Sud efficace a été soulignée. Par ailleurs, l'Université a élargi sa participation à un certain nombre d'activités touchant des questions d'intérêt international : elle a coparrainé une série de réunions dans différentes régions du monde et y a participé, notamment à une réunion de la commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité (Commission Palme), à une table ronde Nord-Sud de l'Association pour le développement international, à deux sessions extraordinaires de la Conférence mondiale de l'Association internationale de science politique et à un colloque sur une nouvelle université régionale dans le golfe Arabique.

3. L'Université est maintenant en relation avec 32 organismes associés et est dotée de plus de 100 unités de recherche et de formation qui travaillent pour son compte dans plus de 60 pays. Les chercheurs qui suivent un stage de formation grâce à une bourse de l'Université des Nations Unies sont actuellement au nombre de 49 et 331 autres boursiers ont été formés. Au cours de l'année considérée, l'Université a organisé 41 groupes de réflexion, séminaires, colloques et réunions spéciales, principalement dans les pays en développement. Elle a également publié, ou aidé à publier, 54 ouvrages, parmi lesquels les monographies destinées à un large public sont en nette augmentation.

4. En ce qui concerne la situation financière, les contributions au Fonds de dotation et au Fonds des opérations courantes annoncées par 37 gouvernements atteignaient au mois de juin 1983 un total de 145,6 millions de dollars E.-U., dont 3,98 millions de dollars avaient été annoncés et/ou effectivement versés par 14 gouvernements. Pendant la période de 12 mois qui s'est achevée le 31 décembre 1982, les dépenses de fonctionnement de l'Université se sont élevées à 15,6 millions de dollars E.-U. Les prévisions de dépenses pour 1983 ont été fixées en principe à 17,5 millions de dollars E.-U.

II. SESSIONS DU CONSEIL EN 1982-1983; BUREAU, COMITES, NOUVEAUX MEMBRES ET COLLOQUES DU CONSEIL

5. Le Conseil de l'Université des Nations Unies s'est réuni deux fois pendant l'année 1982/1983. La vingtième session s'est tenue à Tokyo, du 6 au 10 décembre 1982, et la vingt et unième session également à Tokyo, du 27 juin au 1er juillet 1983. A sa vingtième session, le Conseil a adopté le Règlement provisoire du personnel de l'Université et des relations avec les organismes extérieurs, a approuvé le projet de programme et budget pour 1983 et choisi, pour collaborer au travail de l'Université, les quatre nouveaux organismes associés ci-après :

Fondation Bariloche (Argentine)
Institut de conversion de l'énergie de Guangzhou, Académie chinoise des sciences (Chine)
Institut économique et juridique de l'énergie (France)
Institut national de recherche alimentaire (Japon)

6. A sa vingtième session, le Conseil a élu les personnes suivantes, choisies parmi ses membres, aux fonctions de Président et de Vice-président pour 1983 :

Président : Sir John Kendrew

Vice-Présidents : M. Daniel A. Bekoe
M. Satish Chandra
M. Dennis Irvine
M. Reimut Jochimsen
M. Victor Urquidi

(Pour la liste complète des membres du Conseil, se reporter à l'annexe I.)

7. A la même session, le Conseil a prolongé le mandat du Comité spécial des statuts et du règlement jusqu'à la fin de la vingt-deuxième session, en décembre 1983.

8. A sa vingt et unième session, le Conseil a passé en revue les progrès accomplis par l'Université, et pris connaissance d'un rapport du Recteur sur les nouveaux éléments intervenus depuis la vingtième session. Le Conseil a autorisé le Recteur à négocier des accords avec les gouvernements pressentis pour accueillir dans leur pays les trois premiers centres de recherche et de formation que l'Université se propose de mettre en place, à savoir :

Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement
Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique
Institut international de biotechnologie (Venezuela)

Conformément à la Charte de l'Université, ces centres feront partie intégrante de l'Université et de son programme. Lors de la vingt-deuxième session du Conseil en décembre 1983, le Recteur fera rapport sur ses négociations et présentera les projets d'accord au Conseil pour approbation.

9. Par ailleurs, le Conseil a examiné les propositions faites par le Recteur à propos d'un certain nombre de nouveaux arrangements institutionnels et a autorisé celui-ci à exécuter les tâches précises énumérées ci-après :

- a) Projet de coopération avec le Centre international de physique théorique (CIPT) de Trieste (Italie) : poursuivre les négociations entamées avec le Centre en vue de conclure le meilleur accord de coopération possible à propos des activités d'initiation aux microprocesseurs à l'intention de scientifiques des pays en développement et de mettre en place un laboratoire d'appui pour ces microprocesseurs;
- b) Projet de création, par l'Université des Nations Unies, d'un centre international pour l'apprentissage à distance : négocier un accord pour la mise en place et le fonctionnement de ce centre, en collaboration avec l'Université ouverte du Royaume-Uni et le Conseil international pour le télé-enseignement;
- c) Projet d'installation d'un service commun au secrétariat du Comité pour la science et la technique dans les pays en voie de développement (COSTED) du Conseil international des unions scientifiques (CIUS) à Madras, pour le transfert de connaissances scientifiques visant à renforcer l'autogestion à l'échelon local : chercher à conclure avec ces deux organismes des arrangements appropriés concernant la mise en place d'une unité commune de recherche, de formation et de production au secrétariat du COSTED, à Madras (Inde).

10. A sa vingt et unième session, le Conseil a également ajouté, pour une période initiale de trois ans chacune, les trois institutions suivantes à la liste des organismes associés de l'Université des Nations Unies :

11. A la même session, le Conseil a adopté un ensemble de procédures destinées à permettre au Recteur d'engager le personnel de l'Université conformément à la Charte de l'Université, un nouveau règlement sur les relations avec le personnel et certaines modifications apportées au règlement concernant le personnel de l'Université, la structure institutionnelle et les relations avec les organismes extérieurs.

12. A la même session, le Conseil a accueilli neuf nouveaux membres, qui ont été nommés conjointement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en mai 1983, conformément au paragraphe 1 de l'article IV de la Charte de l'Université des Nations Unies. Trois d'entre eux ont été nommés membres de comités du Conseil : Comité des finances et du budget, Comité spécial des statuts et du Règlement et Comité de rédaction du rapport annuel du Conseil. (Pour la liste des nouveaux membres du Conseil et de ses comités, se reporter à l'annexe I.)

13. Le premier colloque du Conseil, destiné à permettre aux membres du Conseil de participer de façon plus approfondie au travail de fond de l'Université, s'est tenu au cours de la vingtième session et avait pour thème "La paix et la transformation à l'échelle mondiale". Les personnes invitées à prendre la parole à ce colloque étaient MM. Rajni Kothari et Michio Nagai. Une communication de M. Raimo Vayrynen a également fait l'objet d'un examen. Mme Elise Boulding faisait office de présidente du colloque. Le deuxième colloque, tenu au cours de la vingt et unième session, avait pour thème "La biotechnologie et l'Université des Nations Unies : implications scientifiques et éthiques de la biotechnologie". Les personnes suivantes ont pris la parole à cette occasion : MM. Stan Martin, chef de la Section de microbiologie du Conseil national de la recherche (Canada), Vittorio Sgaramella, professeur à l'Université de Pavie (Italie) et Y. Hirota, directeur du Département de génétique, Institut national de génétique (Japon). M. Robert Kokke, administrateur principal de programme, Université des Nations Unies a donné lecture d'une communication. Sir John Kendrew, président du Conseil, faisait office de président du colloque.

III. MISE EN OEUVRE DE LA PERSPECTIVE A MOYEN TERME
POUR 1982-1987 : PROGRAMME DE L'UNIVERSITE
POUR 1982-1983

14. Les principaux objectifs visés dans la Perspective à moyen terme pour 1982-1987, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil à sa dix-huitième session, sont les suivants :

- a) Elargir la portée du programme de l'Université et lui donner davantage de cohésion et d'adaptabilité et, surtout, un caractère multidimensionnel;
- b) Renforcer, sur les plans intellectuel et administratif, les moyens d'action du Centre de Tokyo;

- c) Décentraliser davantage l'Université et multiplier ses centres d'action dans le monde en élargissant les réseaux de relations avec les organismes extérieurs;
- d) Accroître les moyens financiers.

Au cours de la première année d'application de la Perspective à moyen terme, le programme de l'Université s'est orienté vers un élargissement, une plus grande compatibilité, une meilleure souplesse et une interdisciplinarité accrue des activités de recherche et de formation autour des cinq thèmes définis dans la Perspective à moyen terme afin que les problèmes ne soient pas étudiés séparément les uns des autres. Ces thèmes permettent d'ordonner les buts et les tâches assignés à l'Université, tels qu'ils sont énoncés aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier de sa Charte, en les reliant aux problèmes pressants qui se posent dans le monde. Ces thèmes et les grands programmes qui leur sont associés sont les suivants :

Thèmes

- I. La paix, la sécurité, la résolution des conflits et la transformation à l'échelle mondiale
- II. L'économie mondiale
- III. La faim, la pauvreté, les ressources et l'environnement
- IV. Le développement humain et social et la coexistence des peuples, des cultures et des systèmes sociaux
- V. La science et la technique et leurs implications sociales et éthiques.

15. Comme le veut la Perspective à moyen terme, en vertu de laquelle l'articulation horizontale de ces cinq thèmes doit aller de pair avec leur intégration verticale, les problèmes dont s'occupe l'Université ont été étudiés aux échelons mondial, régional, national et sous-national selon trois axes de recherche également définis dans la Perspective : le secteur des études sur le développement traite principalement les problèmes qui se posent à l'échelle nationale et locale; le secteur des études régionales et mondiales examine, comme son nom l'indique, les problèmes ayant une portée régionale et mondiale; le secteur de la communication des connaissances à l'échelle mondiale, quant à lui, vise la connaissance des problèmes mondiaux et les processus d'apprentissage au niveau mondial. Chacun de ces axes de recherche représente une combinaison particulière et distincte de méthodes et de modalités scientifiques et organisationnelles qui permettent de planifier, de mettre au point et d'exécuter les activités de l'Université se rapportant aux programmes. Chacun met en jeu les trois fonctions universitaires que sont la recherche, la formation avancée et la diffusion des connaissances. Ces axes de recherche se traduisent par une répartition du travail entre trois divisions correspondantes : la Division des études sur le développement, la Division des études régionales et mondiales et la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale.

16. Bien que les domaines et les projets couverts par les programmes puissent être abordés en principe selon ces trois axes de recherche, et le soient effectivement dans un certain nombre de cas, on en attribue en général la responsabilité à une des divisions, à des fins opérationnelles, sans négliger pour autant les autres aspects sous lesquels ils peuvent être traités.

17. La souplesse du programme de l'Université permet de ne pas entreprendre nécessairement tous les projets décrits dans son programme et budget pour 1983 au cours de la période spécifiée.

18. On trouvera ci-après, un compte rendu des activités menées par l'Université, classées par thèmes.

Thème I. La paix, la sécurité, la résolution des conflits et la transformation à l'échelle mondiale

19. Les principales activités exécutées dans le cadre de ce thème ont été intégrées dans un secteur de recherche ayant trait à la paix et à la transformation à l'échelle du monde.

La paix et la transformation à l'échelle mondiale

20. Les travaux sur ce thème ont été entrepris grâce à une subvention complémentaire de la Fondation Ford destinée à des activités de recherche et de formation sur la paix et la transformation en Asie. Ils ont comporté une participation à des réunions relatives à la paix et au désarmement et des entretiens visant à établir une collaboration en matière de recherche avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. On prévoit de publier un document composite identifiant les tendances qui représentent les plus graves menaces pour la survie de la nature, des sociétés et des cultures dans différentes régions du monde. Un projet ayant trait à la recherche-développement aux fins militaires dans les pays d'Asie a été entrepris en avril 1983.

Options socio-culturelles en matière de développement dans un monde en mutation

21. Cette analyse critique des facteurs de civilisation qui entrent en jeu dans le processus de transformation mondiale en cours a été achevée en décembre 1982. Deux colloques régionaux, l'un sur la créativité intellectuelle et culturelle endogène en Afrique et l'autre intitulé "Crise, culture et innovation dans le monde occidental", ont eu lieu cette année-là. On a organisé également deux séminaires internationaux ("La religion et la philosophie dans la transformation du monde" et "La réalisation du nouvel ordre international : perspectives d'avenir") et une réunion de travail sur le thème "Modernisation et identité nationale et culturelle". Le premier ouvrage paru dans la collection ayant trait aux options socio-culturelles en matière de développement dans un monde en mutation était le suivant : Science and Technology in the Transformation of the World, publié sous la direction de M. Pecujlic, A. Abdel-Malek et G. Blue (Macmillan). Les autres publications prévues ont pour titre : Economy and society, Culture and thought, Religion and philosophy et The making of the new international order.

Thème II. L'économie mondiale

22. Pour répondre à la nécessité d'une réponse institutionnelle dans ce domaine, qui sous-tend ce thème, les activités touchant la mise en place d'une unité de recherche sur l'économie mondiale se sont poursuivies.

23. On a continué d'étudier la question de la création d'un institut mondial de recherche économique en matière de développement; à la suite des entretiens qui ont eu lieu à ce propos avec un certain nombre de gouvernements intéressés en vue de déterminer le siège futur de cet institut, le Conseil a pris des mesures décrites au paragraphe 8.

Thème III. La faim, la pauvreté, les ressources et l'environnement

24. Se situant dans le prolongement des travaux sur la faim dans le monde et l'utilisation et la gestion des ressources naturelles exécutés précédemment par l'Université, les travaux entrepris sur ce thème se sont concentrés sur les sujets suivants : Les systèmes et les politiques énergétiques; Politique et gestion des ressources; Alimentation, nutrition et pauvreté; et La relation alimentation-énergie. Les activités menées sur le thème "Politique et gestion des ressources" ont consisté notamment en travaux exploratoires sur la mise en place prévue d'un centre de recherche et de formation, l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique.

Les systèmes et les politiques énergétiques

25. Ce programme porte essentiellement sur les points suivants : approvisionnement des communautés rurales des pays en développement en énergie à un coût raisonnable; planification et mise au point de systèmes énergétiques régionaux et nationaux; et évaluation de la recherche et des techniques en matière d'énergie. Il comprend quatre projets. Le premier, relatif aux systèmes ruraux d'énergie, vise à définir sur le plan conceptuel des systèmes ruraux intégrés d'énergie et à mettre au point des méthodes permettant leur mise en place en deux phases. La première phase, axée sur la recherche, a consisté en une série de projets pilotes de démonstration et d'enquête réalisés en Algérie, en Inde, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie en vue de recueillir et d'analyser des données destinées à un rapport sur la notion de systèmes ruraux d'énergie et les méthodes permettant d'appliquer cette formule. Cette phase s'est achevée par une réunion de travail sur la planification de la deuxième phase, tenue en Chine en décembre 1982. La deuxième phase se caractérise par une approche par réseaux, fondée sur un projet d'association de systèmes ruraux intégrés d'énergie. Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont déjà exprimé leur appui à ce projet et des pourparlers seront également menés en 1983 avec le CRDI et l'Organisme suédois de développement international sur leur participation à ce réseau.

26. Le deuxième projet, qui a trait à la planification et à la gestion de l'énergie, porte sur la mise au point de plans d'étude et de programmes de formation dans le domaine de la planification et de l'élaboration de modèles en matière d'énergie à l'intention des décideurs, des ingénieurs et des techniciens de haut niveau des pays en développement. Les travaux concerneront essentiellement les deux points suivants :

a) Le processus de planification de l'énergie et les questions précises y afférentes;

b) Domaines particuliers insuffisamment connus actuellement pour permettre une planification efficace de l'énergie dans les pays en développement, y compris les problèmes que pose la détermination de la part des besoins en énergie dans l'ensemble des besoins sociaux.

27. Les deux objectifs du troisième projet, relatif à l'évaluation de la recherche et des techniques énergétiques, sont les suivants :

a) Aider certains centres scientifiques et techniques du tiers monde à mener des recherches de pointe sur les applications de l'énergie dans des domaines tels que l'énergie photovoltaïque et les biocarburants; examiner et évaluer les techniques énergétiques d'importance pour les pays en développement afin de formuler des recommandations et des principes d'action à l'intention des décideurs dans ces pays. Une étude de faisabilité relative à un centre de recherche sur les biocarburants, réalisée en 1982, a abouti à une association entre l'Université des Nations Unies et l'Institut de conversion énergétique de l'Académie chinoise des sciences, à Guangzhou. Des activités de recherche, portant notamment sur la production de carburant liquide au niveau des villages, seront menées pendant une période de trois ans. Une étude de faisabilité similaire, touchant l'énergie photovoltaïque, est proposée pour cette année;

b) Créer un groupe de recherche sur l'énergie, composé de 10 spécialistes éminents venant du tiers monde. Le Centre de recherche pour le développement international a convenu de collaborer à ce projet et de participer à son financement. Une réunion de planification s'est tenue à Ottawa en août 1983, afin d'examiner l'essentiel d'un programme concernant les priorités de la recherche en matière d'énergie.

28. Le quatrième projet se concentre sur les activités de diffusion des connaissances et concerne principalement l'élargissement du réseau constitué autour de la publication ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), en vue d'en faire un centre de diffusion des rapports établis à l'échelon local par d'autres organismes des Nations Unies. En outre, en coordination avec la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale, un enregistrement vidéo réalisé par la Chine sur un système énergétique intégré a été adapté de façon à en permettre une utilisation plus large, sous forme de mise en commun de connaissances pratiques et de données d'expérience entre les villages. Plusieurs pays se sont déclarés intéressés par cet enregistrement.

29. Axées sur l'amélioration de la compréhension interdisciplinaire des systèmes de ressources et sur l'élaboration de politiques permettant une meilleure gestion de ces systèmes, les recherches menées dans ce domaine doivent permettre de réduire l'écart entre les évaluations de l'environnement et leurs applications en matière de gestion. Cinq projets ont été entrepris au titre de ce programme. Le premier, relatif à la gestion des terres arides, vise à mieux comprendre les contraintes qui entravent l'amélioration de la gestion de ces terres et à contribuer à l'arrêt de la désertification. Des activités ont été menées à cet effet en Australie, au Botswana, en Inde et au Soudan, et une publication est en cours de préparation. Le projet portant sur les systèmes agro-aquatiques s'est achevé au cours de l'année considérée. Ses résultats concrets se traduiront en majeure partie par des publications, dont un certain nombre sont à l'état de projet. Les principaux ouvrages qui seront publiés prochainement comprennent, entre autres, cinq brèves monographies sur le projet de San Miguel Bay aux Philippines, une série de documents relatifs aux recherches sur le terrain effectuées au Japon et une monographie sur le système d'étangs artificiels de Zhujian en Chine.

30. Le projet touchant les systèmes hautes terres-basses terres est essentiellement axé sur les nombreuses interactions qui se produisent, au stade de l'utilisation - à bon ou à mauvais escient - des ressources, entre les hautes terres et les basses terres avoisinantes, notamment dans les zones tropicales et subtropicales des pays en développement. Des travaux ont été exécutés en Chine, en Thaïlande et en Ethiopie en vue de formuler des principes directeurs pour l'utilisation des ressources. Les activités entreprises dans le cadre du projet ayant trait aux systèmes agro-sylvicoles consistent notamment à évaluer des informations relatives à divers systèmes agro-sylvicoles, en vue d'en tirer parti pour mettre au point de nouveaux systèmes d'agriculture à petite échelle dans les régions tropicales. La majeure partie de ces activités sont exécutées actuellement au Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, organisme associé à l'Université des Nations Unies au Costa Rica. Un stage de formation a été organisé au Mexique à l'intention d'étudiants venant de 11 pays latino-américains. Les nouvelles activités réalisées au cours de l'année considérée et devant se poursuivre en 1983 sont les suivantes : recherches novatrices, notamment sur les arbres fixant l'azote dans les systèmes agro-sylvicoles; mise en route de travaux de recherche dans les pays de la région sur les pratiques existantes dans le domaine de l'agro-sylviculture, en collaboration avec les scientifiques locaux; et élaboration de principes d'action à partir des informations disponibles sur les avantages et les inconvénients des pratiques agro-sylvicoles. Le projet concernant les ressources des zones côtières est consacré à des travaux de recherche sur les problèmes posés par les ressources marines et sur la gestion de ces ressources. Des activités ont été exécutées à ce titre en Arabie saoudite, en Chine, à Fidji, en Indonésie et au Kenya, et deux colloques sur le nouveau régime des océans et leur mise en valeur se sont tenus à Paris et à Rio de Janeiro, respectivement.

31. Les travaux sur une nouvelle réponse institutionnelle aux questions abordées dans le cadre du thème II se sont poursuivis par des activités de prospection sur la possibilité de créer un institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique. Trois consultants ont participé à une étude de faisabilité sur l'institut proposé et une réunion consultative s'est tenue à ce propos au Kenya, en janvier 1983. Un certain nombre de pays africains et d'institutions financières internationales examinent actuellement de façon favorable le financement et le lieu d'implantation de cet institut.

Alimentation, nutrition et pauvreté

32. Ce sous-programme vise essentiellement à permettre d'accroître et d'améliorer les approvisionnements en denrées alimentaires, en particulier dans les pays en développement, à faire mieux connaître la nutrition humaine et à contribuer simultanément à réduire la pauvreté par la création d'emplois et l'augmentation des revenus, pour une meilleure qualité de la vie. A ce titre, deux des réalisations fondamentales de l'Université sont l'étude intitulée "Effects of Chronic Energy Deficiency" dans le cadre de laquelle on a évalué les incidences socio-économiques des carences alimentaires chroniques sur l'enfant et le jeune adulte et qui a comporté des travaux pratiques au Chili, en Inde et dans les Philippines et celle intitulée "Functional Consequences of Iron Deficiency" dans le cadre de laquelle on a déterminé les incidences des carences de fer - qui se placent par la fréquence du troisième rang des carences alimentaires dans les pays en développement - au niveau des ménages au moyen d'enquêtes au Chili, en Inde et aux Philippines. Les recherches relatives à l'importance de l'accroissement et de l'amélioration des approvisionnements alimentaires, de la création d'emplois et de la constitution de capacités institutionnelles aux fins d'un développement autonome sont liées à ces activités.

33. Dans le cadre de ce sous-programme, l'Université a également étudié les incidences des politiques agricoles et relatives aux approvisionnements alimentaires sur la nutrition et la santé, ainsi que la valeur nutritive des denrées alimentaires dans les pays en développement et établi un fichier informatisé sur les spécialistes de l'alimentation et de la nutrition. La formation a constitué l'une des activités les plus importantes de ce sous-programme et l'Université a accordé des bourses d'études dans 18 établissements situés dans toutes les parties du monde. Dans le cadre des activités de diffusion, l'Université a publié le "Food and Nutrition Bulletin" et plusieurs livres : "Iron deficiency : brain biochemistry and behaviour" (Raven Press), "The biology of parasitic infection" et "Nutrition policy implementation : issues and experiences" (Plenum).

34. Dans le domaine de la technologie, l'Université a contribué avec succès à la création d'institutions. Elle a notamment aidé le Centre des techniques alimentaires (Indonésie) à renforcer ses capacités au moyen d'accords de jumelage avec l'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires (Inde). D'autres arrangements analogues de coopération Sud-Sud sont en cours de conclusion. Conformément aux recommandations formulées lors d'une réunion de travail, il a été décidé de mettre en place, dans les pays en développement, un réseau d'institutions qui constituerait un service d'informations pratiques sur les techniques alimentaires et la nutrition. L'équipe spéciale sur la science et la

technique au service du développement du Comité administratif de coordination a déclaré l'Université chef de file conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en raison de son rôle dans le domaine des techniques traditionnelles. Des journées d'étude, auxquelles des représentants de 23 pays ont participé, se sont tenues en juillet 1983 afin d'identifier les domaines qui pourraient faire l'objet d'activités conjointes.

35. Toutes les activités précitées ont impliqué une coopération avec d'autres institutions et organismes des Nations Unies, tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes internationaux tels que l'Institut scientifique et technique et l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Venezuela. Au cours d'un stage de travail, une liaison a été établie entre les participants à trois réunions régionales au moyen d'un système de téléconférence.

La relation alimentation-énergie

36. La recherche au titre de ce sous-programme portera en premier lieu sur la manière d'accroître l'efficacité énergétique de la chaîne alimentaire; en deuxième lieu, sur les moyens d'améliorer l'efficacité des systèmes alimentaires et énergétiques intégrés dans le cadre d'écosystèmes divers et en troisième lieu, sur les structures de la vie quotidienne en Asie, en Afrique et en Amérique latine (analyse des tâches des femmes et des enfants). Des contacts ont été pris avec des établissements de recherche en République fédérale d'Allemagne, en Autriche, au Brésil, en Chine, aux Etats-Unis d'Amérique, en France, en Inde, au Mexique, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Sénégal, en Suède et en République-Unie de Tanzanie et au Venezuela.

37. Il est proposé que, comme contribution spécifique à la coopération technique entre pays en développement, quatre spécialistes brésiliens de l'agro-énergie se rendent en Chine pour expliquer leurs travaux relatifs aux combustibles liquides tirés de la biomasse. A leur tour, ils se familiariseraient avec les travaux de pointe de la Chine dans le domaine des biogaz.

Thème IV. Le développement social et humain et la coexistence des peuples, des cultures et des systèmes sociaux

38. En plus des activités effectuées dans le cadre du sous-programme "Développement humain et social", les travaux de l'Université au titre du présent thème ont notamment porté sur certains projets en cours d'achèvement qui avaient été prévus dans l'ancien programme sur les objectifs, processus et indicateurs de développement et sur les options socio-culturelles en matière de développement dans un monde en mutation.

Développement humain et social

39. Ce sous-programme, qui est centré sur les options en matière de développement, élargit pour l'essentiel la portée du projet relatif aux objectifs, processus et indicateurs de développement qui vient de s'achever et prévoit la poursuite d'activités relatives aux perspectives régionales. Il comprend les quatre sous-projets ci-après : a) la conception de théories relatives au développement humain et démocratique; b) le développement participatif, la structure du pouvoir et les mouvements sociaux; c) l'économie humaine - formule de substitution du modèle production-consommation; d) les dimensions psycho-culturelles du développement.

40. Au titre de ce sous-programme, l'Université exécute cinq autres projets portant sur les thèmes ci-après : les nouvelles théories sociales (restructuration du cadre conceptuel et de l'ensemble des théories sociales et politiques); l'appréhension des sociétés idéales en fonction des divers systèmes religieux et éthiques (le rôle des religions dans la conception d'une société souhaitable); les minorités ethniques et le développement humain et social (éclaircissement des rapports entre les cultures minoritaires et la société dans son ensemble); les incidences mondiales des migrations humaines (incidences humaines et socio-culturelles des grandes migrations); et les perspectives technologiques (analyse prospective des grandes lignes de l'évolution technique dans les prochaines décennies et de son incidence sur le tiers monde).

Objectifs, processus et indicateurs de développement

41. La première version du rapport final du projet a été rédigée et plusieurs ouvrages ont été publiés, dont The Poverty of Progress, sous la direction de Ian Miles et John Irvine (Pergamon Press); Human Needs : A Contribution to the Current Debate, par Katrin Lederer; et Visiones de sociedades deseables, par Eleonora Masini, en coopération avec le Centre d'études économiques et sociales du tiers monde (CEESTEM). Pour diffuser les résultats et les données d'expérience du projet, l'Université patronne un cours pilote international d'une durée de trois mois qui sera coordonné par le Center for the Study of Human Development et la Fondation Bariloche. Elle organisera à Mexico, conjointement avec le Colegio de Mexico, un cours de formation à l'intention du personnel local et de spécialistes s'occupant du développement.

42. La méthode comparative mise au point pour l'établissement de perspectives régionales sera poursuivie dans le cadre du nouveau programme "Développement social et humain", essentiellement pour ce qui est du thème IV, et est appliquée dans le cadre de divers projets exécutés dans le monde arabe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Le projet sur les futurs possibles du monde arabe a été axé sur les structures de classes et les modes de développement dans le monde arabe et visera désormais à définir une typologie des structures de classe dans le monde arabe. D'autres études ont été consacrées aux effets non encore analysés de l'enrichissement par le pétrole, de la démocratie, des communications de masse et de la participation dans les pays arabes ainsi que sur les minorités et l'unification arabe. Le projet intitulé "édification de nations ou transnationalisation en Afrique" pose la question de savoir si les pays d'Afrique

parviendront à mener à bien le processus d'édification de leurs nations ou seront obligés de recourir à l'intégration, compte tenu de l'inévitabilité de la transnationalisation. La recherche portera essentiellement sur le rôle de l'Etat. Le projet relatif aux perspectives latino-américaines porte sur les facteurs politiques, économiques, culturels, historiques, scientifiques et technologiques qui déterminent l'avenir de l'Amérique latine. Le projet sur les perspectives asiatiques comportera cinq sous-projets : a) la crise économique mondiale et ses conséquences régionales; b) la constitution d'un Etat et d'une nation; c) les mouvements et expériences populaires; d) les cultures et l'histoire; e) la quête intellectuelle. En 1982, l'Université a publié dans le cadre du projet sur les futurs possibles du monde arabe un ouvrage intitulé "Images of the Arab Future" dont la version anglaise est actuellement sous presse. Huit numéros d'un dossier de projets sont également parus et la publication d'une série de rapports de recherche est prévue.

43. D'autres études nouvelles dans le domaine du développement humain et social porteront sur la violence au niveau de la communauté, (examen de la délinquance et prévention des délits contre les biens dans les pays en développement) et sur les ménages, le sexe et l'âge (analyse de l'évolution des relations entre les membres des ménages dans le monde actuel). La première de ces études bénéficiera du concours d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales; la deuxième sera réalisée en Afrique, en Amérique latine, en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique.

Thème V. La science, la technique et leurs incidences sociales et éthiques

44. La portée des travaux prévus au titre de ce thème est extrêmement large et s'accroîtra vraisemblablement grâce à la collaboration de l'Université avec des organismes scientifiques nationaux dans diverses parties du monde. Le Conseil de la recherche scientifique et industrielle (Inde), notamment, a offert de coopérer à des recherches sur divers problèmes scientifiques et techniques inscrits au programme de l'Université.

Echange de techniques traditionnelles

45. Des chercheurs ont étudié en Indonésie, au Japon, en Malaisie, au Népal, aux Philippines, à Sri Lanka, en Thaïlande et en Chine comment l'utilisation accrue des techniques traditionnelles pouvait contribuer au développement rural. Quelque 60 documents de travail ont été publiés et il est prévu de consacrer trois ouvrages au projet, dont deux paraîtront en 1983. En outre, les résultats des recherches effectuées par l'Institut Thai Khadi en Thaïlande sont mis à profit pour établir un nouveau manuel et pour arrêter le programme d'un cours spécial à l'intention des chefs de village qui doit se tenir à l'Université de Sukhothai. En Indonésie, l'Institut Dian Desa diffuse dans le reste du pays les innovations dont le projet a permis l'introduction dans certains villages.

La recherche-développement dans les zones rurales

46. Ce projet est axé sur les problèmes techniques du développement rural. Les résultats des recherches effectuées par des équipes éthiopiennes, mexicaines et philippines seront publiés. La Commission éthiopienne de la science et de la technique s'est utilement inspirée des recherches effectuées en Ethiopie sur les liens entre la recherche-développement moderne et les connaissances traditionnelles dans le domaine du développement rural.

L'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie

47. Ce projet était essentiellement axé sur les relations entre les techniques autochtones et les techniques étrangères au Japon depuis l'ère Meiji. Une série de publications, comportant 20 titres environ, sont en cours d'établissement. Ce projet a suscité un vif intérêt, en particulier en Asie et en Europe. Les travaux préparatoires à une étude comparative des facteurs de l'autonomie dans le domaine de la science et de la technique au service du développement sont actuellement en cours.

Biotechnologie

48. L'Université accorde une grande importance à la biotechnologie, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour aider les pays en développement à se doter de capacités scientifiques et techniques dans de nouveaux domaines de recherche et pour les rendre moins tributaires des pays industrialisés. Des réseaux d'établissements internationaux sont constitués en vue d'effectuer des recherches dans des domaines qui pourraient avoir des applications utiles pour les pays en développement. L'Université organise actuellement, avec le concours de la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale une conférence sur la bioconversion de la lignocellulose au cours de laquelle on recourt à la télématique pour permettre à des spécialistes de divers pays de communiquer.

49. L'Université effectue actuellement des travaux préparatoires à la création d'un institut international de biotechnologie au Venezuela, en coopération avec le pays hôte, sur la base de l'étude de faisabilité rédigée par l'équipe spéciale chargée d'examiner la question.

Ensemble des thèmes

50. L'Université a également mené les activités ci-après, relevant de l'ensemble des thèmes :

Techniques de l'information et société

51. Les études entreprises dans ce domaine portent sur les aspects sociaux et culturels de l'évolution actuelle des communications, des techniques de l'information et de l'informatique. Elles démontrent qu'il importe d'effectuer des recherches multidimensionnelles afin de déterminer les options en matière de politique et de technologie, en particulier dans les pays en développement, et d'aider ces pays à maîtriser ces techniques.

52. En 1983, l'Université a mis en route trois études intitulées respectivement : "La société de l'information : concepts, perceptions et problèmes" (étude comparative internationale de l'évaluation sociale des techniques de l'information); "La surinformation et la sous-utilisation de l'information" (l'accès à l'information et son utilisation et le paradoxe que constitue la sous-utilisation d'une information surabondante); et "Economie de l'information" (coût de l'information pour les établissements et les sociétés).

53. D'autres études en cours d'élaboration portent sur les microprocesseurs. L'Université accorde un appui en vue de dispenser à des moniteurs originaires de pays en développement une formation en matière de mise au point du logiciel approprié.

Nouveaux problèmes et perspectives

54. Cet important domaine d'étude pour l'Université, qui comporte deux projets, concerne la perspective relative aux problèmes et phénomènes complexes qui apparaissent dans le monde et la mise au point de nouveaux mécanismes intellectuels qui pourraient permettre de les maîtriser. Le projet sur les ressources communes mondiales et le développement du droit international traite des pressions accrues sur les ressources, de l'apparition de nouvelles ressources et des contraintes qui en résultent en matière de gestion des ressources. Ce projet étudiera ces nouvelles ressources et la contribution éventuelle des systèmes juridiques non occidentaux à la mise au point du droit international nécessaire. Au terme d'une réunion d'étude organisée conjointement avec l'Académie de droit international de La Haye en novembre 1982, ce projet est entré dans sa phase de planification pendant la première moitié de 1983. Au titre du deuxième projet, "La gestion du complexe", l'Université cherchera à apprendre comment gérer des systèmes naturels et sociaux complexes et faire face à la complexité toujours accrue résultant de l'interdépendance. En effet, l'Université se préoccupe de la nouvelle discipline scientifique qu'on a appelée "La science du complexe". Ce projet vise à faire le bilan des résultats atteints et à en déterminer les applications éventuelles pour l'Université. Il sera entrepris en coopération avec l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie.

Mise au point et diffusion de matériel d'enseignement

55. Plusieurs activités pilotes pratiques en la matière sont prévues ou entreprises en 1983 en Afrique, en Asie, dans les Antilles et en Amérique latine. Le premier inventaire détaillé des systèmes de télé-enseignement est en cours d'établissement, en coopération avec l'Université ouverte du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil international pour le télé-enseignement. Des plans relatifs à la création d'un centre de télé-enseignement qui desservirait ces systèmes dans le monde entier sont en cours de formulation.

56. L'Université poursuit également la constitution d'archives des connaissances traditionnelles et l'organisation d'un séminaire de perfectionnement sur les problèmes mondiaux.

Formation

57. Au début de l'année, des principes directeurs concernant le développement du rôle de l'Université en matière de formation ont été adoptés, en application de la Charte de l'Université et compte tenu des politiques en matière de formation déterminées par le Conseil. En réponse à une recommandation contenue dans les principes directeurs, un comité de la formation a été créé. Ce comité, présidé par le Secrétaire de l'Université, a pour mandat essentiel d'aider le Recteur et les vice-recteurs à exécuter les activités de formation prévues, de concourir à l'évaluation de nouvelles propositions relatives aux activités de formation et à l'examen interne et externe, en coopération avec les services de planification et d'évaluation et de recommander de nouvelles politiques, directives et procédures.

58. Les bourses accordées pour 1983 ont porté sur des domaines d'études qui relèvent essentiellement de la Division des études sur le développement : systèmes et politiques énergétiques, politique et gestion des ressources et alimentation, nutrition et pauvreté. Les activités de formation au titre de bourses portant sur les domaines d'études de la Division des études régionales et mondiales et de la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale devraient commencer respectivement vers la fin de l'année en cours et en 1984.

59. Entre juillet 1982 et juin 1983, l'Université a financé 65 bourses d'études et en a accordé 32 nouvelles. La formation était dispensée dans 30 établissements. La formation a de plus en plus mis l'accent sur les besoins multidisciplinaires de chacune des spécialités et a visé à élargir l'expérience des boursiers afin qu'ils puissent renforcer les capacités de leurs établissements d'origine une fois de retour. A ce jour, 331 boursiers de l'Université ont reçu une formation.

60. L'Université octroie actuellement deux types de bourses : a) des bourses pour des programmes de six mois à un an, non sanctionnés par un grade universitaire, susceptibles d'être prolongés pour une année supplémentaire dans des cas exceptionnels; et b) des bourses "spéciales" destinées au personnel d'encadrement des établissements de formation ou des organes de décision, d'une durée de trois mois au maximum.

61. En plus de la formation dispensée grâce à des bourses, l'Université envisage de former des dirigeants en milieu de carrière à diverses disciplines dans le cadre d'un séminaire de perfectionnement sur les problèmes mondiaux et d'un programme de formation prévoyant l'échange de chercheurs attachés à l'un des réseaux de l'Université.

IV. ORGANISATION ET ADMINISTRATION DU PROGRAMME DE L'UNIVERSITE

62. Appliquant les méthodes de travail multidisciplinaires et interdivisionnaires envisagées dans la Perspective à moyen terme, l'Université a entrepris, au début de 1983, un processus de planification collégiale, faisant appel à la participation du personnel du Centre et des collaborateurs des unités de recherche. Ce processus a débuté par une série de réunions de planification, tenues par le Comité de la planification de l'Université, composé du Comité exécutif, d'administrateurs de

programmes, de représentants de la Division de la planification institutionnelle et de la mise en valeur des ressources et de membres du Cabinet du Recteur, et s'est terminé par une réunion annuelle de planification, tenue en février 1983, à laquelle ont participé le Comité de la planification, les directeurs de programmes et certains coordonnateurs de projets.

63. Le Groupe des services de planification et d'évaluation a également été créé au début de 1983, un directeur et un fonctionnaire chargé de la planification et de l'évaluation ont été nommés, et le processus d'évaluation externe a commencé. Deux comités chargés de l'évaluation externe ont entrepris leurs travaux sur les réalisations de l'Université dans le domaine de la formation et sur le résultat des relations de travail que celle-ci entretient avec plusieurs institutions associées.

64. Les trois divisions qui exécutent le programme de travail de l'Université sont, comme cela a déjà été indiqué : la Division des études sur le développement, la Division des études régionales et mondiales et la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale. Chaque division fonctionne séparément et, comme il arrive souvent qu'un problème soit étudié par toutes les divisions, un mécanisme sera mis au point de manière à ce que les problèmes soient examinés d'un point de vue interdisciplinaire et aux niveaux local, régional et international. Chacune de ces divisions effectue des recherches, assure une formation post-universitaire et participe à la diffusion des connaissances, mais à des degrés divers et suivant une démarche et des méthodes différentes. Le travail de chaque division est brièvement décrit ci-dessous.

A. Division des études sur le développement

65. Le travail de la Division, qui comporte l'étude des problèmes mondiaux aigus tels qu'ils se posent dans les divers contextes locaux, est axé sur trois grands sujets relevant du thème III (Systèmes et politiques énergétiques, Politique et gestion des ressources et Alimentation, nutrition et pauvreté) et sur un sujet qui se rapporte au thème V (Biotechnologie). En coopération avec d'autres divisions de l'Université, la Division a également entrepris des travaux liés aux thèmes I et IV.

B. Division des études régionales et mondiales

66. Le travail de cette division, qui permet à l'Université de contribuer au débat mondial sur les nouvelles théories et les nouvelles stratégies du développement, est axé sur des projets de l'ancien Programme pour le développement humain et social, qui sont en voie d'achèvement, et sur trois nouveaux sujets d'étude : la paix et la transformation à l'échelle mondiale, la relation alimentation-énergie et le développement humain et social. Les tâches de la Division couvrent les sujets se rapportant aux thèmes I, III et IV.

67. Afin d'assurer la participation de l'Université aux débats mondiaux, dans des domaines comme la paix, le désarmement, les droits de l'homme et la sécurité internationale, la Division a organisé plusieurs activités communes avec les principales institutions et a participé à d'autres réunions internationales.

C. Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

68. Les activités de cette division, qui est essentiellement chargée de diffuser les connaissances élaborées dans le cadre du programme de l'Université, comportent des recherches et des activités connexes, ainsi que des activités de caractère opérationnel, telles que la diffusion de l'information ou l'extension des réseaux d'information, qui comprennent également les travaux des Services de l'information et des Services culturels. Ces deux services relèvent de la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale qui a été réorganisée pour assurer une stratégie plus cohérente de la diffusion et un fonctionnement plus rationnel du système de mémoire interne (bibliothèque et ordinateur). Les travaux de cette division couvrent toute la gamme des thèmes de la Perspective à moyen terme.

1. Services culturels

69. Les Services culturels ont coordonné, en 1982-1983, la publication de 44 études par l'Université elle-même et de 10 études par l'intermédiaire d'éditeurs associés. Dix autres études ont été publiées par des institutions qui collaborent aux activités du programme de l'Université.

2. Services de l'information

70. Pendant l'année considérée dans le présent rapport, les Services de l'information, bien qu'ayant à assurer de nombreux services à d'autres secteurs de l'Université, ont continué à publier le UNU Newsletter (Bulletin d'information de l'Université des Nations Unies), ainsi que d'autres publications, et à représenter l'Université en tant que coéditeur de Forum du développement.

D. Personnel

71. Pendant la période considérée, neuf personnes originaires de sept pays ont été nommées dans la catégorie des administrateurs de l'Université, à savoir : M. Wolfgang Buss, fonctionnaire chargé de la planification et de l'évaluation (hors classe) (Services de planification et d'évaluation); M. Arthur Collingsworth, fonctionnaire chargé de la mise en valeur des ressources (hors classe) (Division de la planification institutionnelle et de la mise en valeur des ressources); M. Robert Kokke, administrateur de programmes (hors classe) (Division des études sur le développement); M. Vishakan Krishnadasan, conseiller juridique au Cabinet du Recteur; Mlle Kathleen Landauer, administrateur de programmes (Division des études sur le développement); M. Aly-Raza Nazerali, administrateur de programmes adjoint de deuxième classe, (Division des études sur le développement); M. Erwin Ramedhan, assistant spécial du Recteur (Cabinet du Recteur); M. Takeo Uchida, administrateur de programmes (Division des études régionales et mondiales) et Mlle Setsuko Yukawa, administrateur de programmes (Division des études sur le développement).

72. Au cours de la même période, 12 autres nominations ont été faites en ce qui concerne le personnel d'appui, recruté dans sept pays. Ces 12 nominations comprenaient cinq nouveaux postes à pourvoir et sept remplacements.

73. M. H. A. B. Parpia, administrateur de programmes (hors classe), à la Division des études sur le développement, a été nommé directeur des services de planification et d'évaluation. M. Ray Fleming, directeur de l'information, a été nommé directeur du Bureau de liaison de New York; M. Michael Clark, ancien directeur du Centre d'information des Nations Unies à Tokyo, a été nommé directeur par intérim de l'information (voir à l'annexe II la liste complète du personnel de l'Université).

V. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET APPEL DE FONDS

74. La coordination des études préliminaires pour la création envisagée de trois centres de recherche et de formation (Institut mondial de la recherche économique pour le développement, Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique, Institut international de hautes études dans le domaine de la biotechnologie au Venezuela) a été assurée par la Division de la planification institutionnelle et de la mise en valeur des ressources. Parmi ses autres activités, la Division a tenu des consultations avec le Conseil des ministres de la santé des pays arabes de la région du Golfe, en coopération avec le Bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) pour cette région, sur la création d'un centre régional de l'alimentation et de la nutrition dans le golfe Arabe. La Division a également participé à des discussions sur la création d'une université du golfe Arabe.

75. Un effort important a été fait pour accroître la participation des institutions des pays socialistes d'Europe de l'Est aux travaux de l'Université et pour mobiliser les ressources financières nécessaires à cette coopération.

76. Conformément à la Perspective à moyen terme qui a souligné la nécessité d'augmenter les revenus de base de l'Université et de les porter de 15 millions de dollars des Etats-Unis en 1982, à 28 millions de dollars en 1987, un certain nombre de missions de prospection ont été organisées pour trouver des ressources financières supplémentaires. Pendant la période du 1er juillet 1982 au 30 juin 1983, 13 gouvernements ont versé 3,25 millions de dollars des Etats-Unis et 10 gouvernements ont fait des annonces de contributions pour un montant de 281 774 dollars des Etats-Unis. Au 30 juin 1983, les annonces de contributions au Fonds de dotation et au Fonds des opérations courantes ont atteint 145,6 millions de dollars des Etats-Unis, dont 123,6 millions de dollars ont été versés.

VI. COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES

77. De très grands progrès ont été réalisés au cours de l'année considérée en ce qui concerne le renforcement des liens de collaboration établis par l'Université, dans le cadre des activités entreprises au titre du programme, avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), en particulier, a indiqué qu'il souhaitait accroître sa coopération avec l'Université. Les quelques exemples suivants illustrent cette collaboration :

a) Avec l'Unesco :

- i) Organisation conjointe, en coopération avec le Centre de recherche sur les droits de l'homme, d'un séminaire sur les conceptions des droits de l'homme en Asie;
- ii) Organisation conjointe, avec l'Académie des sciences chinoise, d'un séminaire sur les indicateurs socio-économiques;
- iii) Amorce de collaboration pour les travaux sur la relation alimentation-énergie. (Une collaboration est également envisagée avec le FISE et le PNUE);
- iv) Consultations engagées sur une collaboration possible portant sur de nouvelles activités dans le cadre de la Division de l'enseignement à l'échelle mondiale. En l'occurrence, les autres organismes intéressés étaient le PNUD, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le FISE, le Conseil international des unions scientifiques (CIUS), le Comité des informations scientifiques et technologiques et le Comité pour la science et la technique dans les pays en voie de développement (COSTED);

b) Avec l'Institut des Nations Unies en Asie et en Extrême-Orient pour la prévention des crimes et le traitement des délinquants (UNAFEI) et l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale : amorce de collaboration dans le domaine des travaux sur la violence au niveau communautaire (le Service de la prévention du crime et de la justice criminelle du Centre international de Vienne était également concerné);

c) Avec l'UNITAR : collaboration en cours pour le projet relatif aux perspectives régionales de l'Afrique;

d) Avec l'Association internationale des universités (AIU) : conclusion d'un accord sur les activités conjointes dans le domaine des études sur la sécurité régionale et la paix.

78. Il y a plusieurs années, l'Université avait déjà été désignée comme la principale institution responsable des études des Nations Unies sur la nutrition, sous la direction du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (CAC). L'Université a également participé activement aux travaux de l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement et à trois de ses quatre groupes de travail. Conformément à la recommandation du Groupe de travail III sur l'amélioration des techniques traditionnelles, l'Université s'est vu attribuer le rôle principal, conjointement avec la FAO, en ce qui concerne l'amélioration, la mise au point et l'utilisation des techniques de conservation et de traitement alimentaire. L'Université a aussi participé aux activités de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs à long terme du développement.

79. L'Université a également coopéré avec l'Association des universités africaines, l'Union géographique internationale, le Conseil international des sciences sociales, le Latin American Social Science Council et le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique.

VII. SIEGE PERMANENT DE L'UNIVERSITE

80. Les débats sur la construction du Siège permanent de l'Université à Tokyo ont sensiblement progressé pendant l'année en cours. La Commission du Ministère de l'éducation qui est chargée du Siège permanent de l'Université des Nations Unies a créé un groupe de travail pour préciser quels seraient la conception générale, la fonction et les caractéristiques des installations du Siège. Le Groupe de travail s'est réuni cinq fois au cours de l'année et a établi un rapport à l'intention de la Commission, intitulé "Lignes directrices et cadre général pour la réalisation du projet d'installation du Siège de l'Université des Nations Unies". Il est prévu que, si les plans de construction des locaux du Siège évoluent dans le sens indiqué dans le rapport, les bâtiments du Siège permanent devraient être prêts dans quatre ou cinq ans environ. Le Conseil a tenu à exprimer sa gratitude au Gouvernement japonais pour la qualité des installations dont a été doté le Siège provisoire de l'Université et pour le travail qui est consacré à l'heure actuelle à l'édification du Siège permanent de celle-ci à Tokyo. Le Conseil a également exprimé sa reconnaissance aux pouvoirs publics de la ville de Tokyo, qui ont offert un terrain particulièrement bien placé au centre de Tokyo, à titre gracieux, pour y installer le Siège permanent.

Composition du Conseil de l'Université des Nations Unies et
des Comités du Conseil

A. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

Membres nommés

1977-1983; 1980-1986*

*Sir John Kendrew, président du St. John's College, Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), ancien directeur général du Laboratoire européen de biologie moléculaire, Heidelberg (République fédérale d'Allemagne); ancien secrétaire général du Conseil international des unions scientifiques, Paris (France) (président du Conseil)

Mme Estefania Aldaba-Lim, ancienne représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enfant, FISE, New York, (Etats-Unis d'Amérique); ancien ministre des services sociaux et du développement des Philippines, et ancienne vice-présidente de l'Université féminine des Philippines

*M. Ungku Abdul Aziz, vice-chancelier et professeur d'économie, University of Malaya, Kuala Lumpur (Malaisie)

*M. Daniel Adzei Bekoe, vice-chancelier de l'Université du Ghana, Legon (Ghana) (vice-président et président du Comité des finances et du budget)

*Mme Elise Boulding, professeur, président du Département de sociologie, Dartmouth College, Hanover, New Hampshire (Etats-Unis d'Amérique)

*M. Pawel Bozyk, professeur d'économie, Ecole centrale de planification et de statistiques, Varsovie (Pologne)

M. Carlos Chagas, directeur de l'Institut de biophysique, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil)

M. Wilbert Kumaliya Chagula, ambassadeur et représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, et ancien principal du University College, Dar es-Salem (République-Unie de Tanzanie)

*M. Satish Chandra, professeur, Centre d'études historiques, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde); ancien président de la Commission des bourses universitaires, Inde; et ancien doyen de l'Ecole des sciences sociales, Université Jawaharlal Nehru (vice-président et président du Comité chargé des relations avec les organismes extérieurs et de l'élaboration des programmes)

M. Jean Coulomb, ancien président de l'Académie des sciences, Paris (France)

*M. Valy Charles Diarrassouba, ancien recteur de l'Université nationale de Côte d'Ivoire, Abidjan (Côte d'Ivoire)

- *M. Shams E. El-Wakil, ambassadeur et représentant permanent de la République arabe d'Egypte à l'Unesco, Paris (France); ancien ministre de l'enseignement supérieur, Egypte

- *M. Dennis H. Irvine, consultant de l'Unesco en science et en technologie, Kingston (Jamaïque); ancien vice-chancelier et principal de l'Université du Guyana; et ancien président du Conseil national de la recherche scientifique du Guyana, Georgetown (Guyana) (vice-président et président du Comité spécial des statuts et du règlement)

- *M. André Louis Jaumotte, ancien recteur; président honoraire du Conseil; professeur, Faculté d'ingénierie; directeur de l'Institut de mécanique appliquée, Université libre de Bruxelles; et président du Comité pour l'évaluation de l'énergie nucléaire, Bruxelles (Belgique)

- *M. Reimut Jochimsen, ministre de l'économie et des transports du Rhin-Septentrional-Westphalie, Düsseldorf; professeur d'économie à l'Université de Kiel; ancien ministre de la science et de la recherche du Rhin-Septentrional-Westphalie; ancien secrétaire permanent du ministère fédéral de l'éducation et de la science (République fédérale d'Allemagne); ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977) (vice-président)

- *M. F. S. C. P. Kalpage, secrétaire général du Ministère de l'enseignement supérieur; président de la Commission des bourses universitaires; vice-président du Conseil national de la science, Colomobo (Sri Lanka)

- *M. Karl Eric Knutsson, directeur régional pour l'Afrique orientale (FISE), Nairobi (Kenya); ancien secrétaire général de l'Agence suédoise pour la recherche et la coopération avec les pays en développement (SAREC); professeur à l'Université de Stockholm (Suède)

- M. Felipe E. MacGregor, Rector Emeritus, professeur d'éthique, Université catholique de Lima (Pérou)

- M. Abdel Salam Majali, vice-président du Conseil de l'Université de Jordanie; professeur et président de l'Université de Jordanie; ancien ministre d'Etat, de l'éducation et de la santé, Amman (Jordanie)

- M. Malu wa Kalenga, commission des sciences nucléaires, directeur du Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Kinshasa (Zaïre)

- *M. Shizuo Saito, membre du Conseil de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR); membre de la Commission nationale japonaise pour l'Unesco; président du Centre de la presse étrangère et professeur à l'université Aoyama Gakuin University, Tokyo (Japon)

- *M. Victor Urquidi, président, El colegio de Mexico, Mexico (Mexique), ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977) (vice-président)

M. Stephan Verosta, ancien professeur de droit international, de jurisprudence et de relations internationales, Université de Vienne, et ancien membre de l'Académie des sciences autrichienne, Vienne (Autriche)

Mme Ines Wesley-Tanaskovic, Commission nationale yougoslave pour l'Unesco, professeur d'informatique à l'Académie de médecine de Belgrade (Yougoslavie)

1983-1989

M. Bakr Abdullah Bakr, recteur de l'Université du pétrole et des ressources minérales, Dhahran, (Arabie saoudite)

M. Bashir Bakri, professeur invité de sciences économiques et sociales, Université de Khartoum; Président de la Banque nationale du Soudan, Khartoum, (Soudan); ancien ambassadeur du Soudan en France; ancien membre suppléant du Conseil exécutif de l'Unesco, Paris, (France)

Mme Marie-Thérèse Basse, directeur de l'Institut des techniques alimentaires, Université de Dakar, Sénégal; et ancienne représentante permanente du Sénégal auprès de la FAO, Rome, (Italie)

M. André Blanc-Lapierre, professeur à l'Université de Paris, Laboratoire des signaux et systèmes, Ecole d'études supérieures d'électricité, Gif-sur-Yvette, (France); ancien directeur général de l'Ecole d'études supérieures d'électricité; membre du Conseil exécutif de l'Unesco, Paris, (France)

Mme Mercedes B. Concepción, professeur de démographie et doyen de l'Institut de la population, Université des Philippines, Manille, (Philippines)

M. Walter Joseph Kamba, principal et vice-chancelier, professeur de droit et ancien vice-principal de l'Université du Zimbabwe, Harare, (Zimbabwe); ancien doyen de la Faculté de droit de l'Université de Dundee, (Ecosse); ancien conférencier et maître de conférence de droit comparé et de jurisprudence, Université de Londres, (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Mme Maria de Lourdes Pintasilgo, ancien ambassadeur du Portugal auprès de l'Unesco, Paris, (France); ancien ministre des affaires sociales; ancien secrétaire d'Etat à la sécurité sociale; et ancien premier-ministre par intérim (Portugal)

M. Alberto Wagner de Reyna, ancien ambassadeur du Pérou auprès de l'Unesco, Paris, (France); ancien ambassadeur en République fédérale d'Allemagne, en Colombie, en Yougoslavie et en France; et ancien secrétaire général aux affaires étrangères du Pérou, (Pérou)

Mme Zhao Dihua, directeur adjoint, méthodologie de l'information, Division de la recherche, Institut chinois de l'information scientifique et technique; et ancien expert des questions d'information à l'Institut chinois de l'information scientifique et technique, Beijing, (Chine)

Recteur

M. Soedjatmoko

Membres de droit

- M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général, Organisation des Nations Unies, New York, (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Amadou Mahtar M'Bow, Directeur général, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris (France)
- M. Michel Doo Kingue, directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York, (Etats-Unis d'Amérique)

B. Membres des comités du Conseil de l'Université des Nations Unies

Comité chargé des relations avec les organismes extérieurs et de l'élaboration des programmes

- M. Satish Chandra (Président)
Mme Elise Boulding
M. Vally Charles Diarrassouba
M. Karl Eric Knutsson
M. Shizuo Saito

Comité des finances et du budget

- M. Daniel Adzei Bekoe (Président)
Mme Mercedes Concepción
M. F. S. C. P. Kalpage
M. André L. Jaumotte
M. Victor Urquidi

Comité spécial des statuts et du règlement

- M. Dennis Irvine (Président)
M. Ungku Abdul Aziz
M. André Blanc-Lapierre

Comité de rédaction du rapport du Conseil

- M. Reimut Jochimsen (Président)
M. Dennis Irvine
M. Alberto Wagner de Reyna

Membres du Comité consultatif auprès du recteur, coordonnateurs de projet, coordonnateurs résident et personnel de l'Université des Nations Unies

(au 30 juin 1983)

A. Membres du Comité consultatif auprès du recteur, coordonnateurs de projet et coordonnateurs résidents

Membres du Comité consultatif

- M. Ahmad Youssef Al Hassan, professeur, Université d'Alep (Syrie)
- M. Gelia T. Castillo, professeur de sociologie rurale, Département d'enseignement agricole, Faculté d'agronomie, Université des Philippines à Los Baños, Laguna (Philippines)
- M. Lincoln C. Chen, représentant de la Fondation Ford, New Delhi (Inde)
- M. Celso Furtado, professeur de développement économique, Université de Paris, Paris (France)
- M. Saiyid Nurul Hasan, vice-président, Conseil de la recherche scientifique et industrielle, New Delhi (Inde)
- M. Paul-Marc Henry, ambassadeur de France au Liban, Beyrouth (Liban)
- M. Victor A. Kovda, professeur à l'Université de Moscou, ancien directeur de l'Institut d'agrochimie et de pédologie, Académie des sciences de l'URSS, Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques)
- M. Adolpho Mascarenhas, directeur du Bureau de l'évaluation des ressources et de l'aménagement du territoire, Université de Dar-es-Salam; Président du Conseil national tanzanien de la recherche scientifique, Dar-es-Salam (République-Unie de Tanzanie)
- Mme Carmen Miro, directrice du Centre d'études latino-américaines (Centro de Estudios latino-americanos), El Dorado, Panama (Panama)
- M. Sanga Sabhasri, sous-secrétaire d'Etat, Ministère de la science, de la technologie et de l'énergie, Bangkok (Thaïlande)
- M. Mahmoud Mohamed Safar, vice-ministre des affaires techniques et secrétaire général du Conseil suprême des universités, Ministère de l'enseignement supérieur, Riyad (Arabie saoudite)
- M. Abdus Salam, professeur, Centre international de physique théorique, Trieste (Italie)

Mme Marie-Angélique Savané, présidente de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement; responsable du projet "systèmes alimentaires et société en Afrique", Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Dakar (Sénégal)

M. Maurice Strong, président du Conseil d'administration, Corporation canadienne d'investissement pour le développement, Vancouver, Colombie-Britannique (Canada)

M. Albert Tevoedjre, directeur de l'Institut international d'études sur le travail, Bureau international du travail, Genève (Suisse)

M. C. A. van Peursen, professeur de philosophie, Université d'Etat de Leyde (Pays-Bas)

M. Raimo Vayrynen, président et professeur de relations internationales, Département de sciences politiques, Université d'Helsinki, Helsinki (Finlande)

M. Michael J. Wise, professeur de géographie, London School of Economics and Political Science, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Wu Chuan-chun, directeur adjoint, Institut de géographie, Académie chinoise des sciences, Beijing (Chine)

M. Toru Yano, professeur, Centre d'études de l'Asie du Sud-Est, Université de Kyoto, Kyoto (Japon)

Coordonnateurs

On trouvera ci-après la liste des coordonnateurs des réseaux de recherche et de formation spécialisée de l'Université des Nations Unies. Les coordonnateurs travaillent en général à temps partiel pour l'Université et sont affiliés aux institutions indiquées. Ils sont chargés de diverses tâches selon les besoins du programme - certains s'occupent essentiellement de coordonner un réseau de recherche, d'autres des travaux effectués dans une institution particulière, d'autres encore sont chargés du programme de bourses de perfectionnement. La présente liste comprend tous les coordonnateurs associés à l'Université pendant la période 1982-1983.

M. Ismail-Sabri Abdalla (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Président du Forum du tiers monde, Le Caire (Egypte)

M. Anouar Abdel-Malek (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France)

M. J. O. Adejuwon (coordonnateur résident, Division des études sur le développement) Département de géographie, Université d'Ifé, Ilé-Ifé (Nigéria)

M. B. L. Amla (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut central de recherche sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde)

- M. Samir Amin (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Projet de l'UNITAR sur le futur de l'Afrique
- M. Eric C. F. Bird (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), Département de géographie de l'Université de Melbourne, Parkville, Victoria (Australie)
- M. Mostefa Boudiaf (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement) Centre de recherche en architecture et urbanisme, Alger (Algérie)
- M. Gerardo Budowski (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), chef du programme sur les ressources naturelles renouvelables, Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)
- M. Hernando Gómez Buendía (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement) Fedesarrollo, Bogota (Colombie)
- M. Pablo Casanova (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Institut de recherches sociales, Universidad Nacional Autónoma, Coyoacan, Mexico (Mexique)
- M. Luis Fajardo (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Université del Valle, Cali (Colombie)
- M. Rodolfo Florentino (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Centre philippin de la nutrition, Makati (Philippines)
- M. Ingvar B. Fridleifsson (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), ORKUSTOFNUN, Administration nationale de l'énergie, Reykjavik (Islande)
- M. Jack D. Ives (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), professeur de géoécologie alpine Faculté des arts et des sciences, Département de géographie de l'Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Mustafa M. Khogali (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut d'études de l'environnement, Université de Khartoum, Khartoum (Soudan)
- M. Thomas A. Lawand (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), Directeur du Brace Research Institute, Faculté d'ingénierie, MacDonald College, Université McGill, Québec (Canada)
- M. Jack Mabbut (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Département de géographie de l'Université des Nouvelle-Galles du Sud, Nouvelle-Galles du Sud (Australie)

- Mme Eleonora Masini (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Fédération des études mondiales sur le futur, Rome (Italie)
- M. S. K. Majumder (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut central de recherche sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde)
- M. S. S. Mathur (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Directeur du Centre d'études énergétiques, Institut indien de technologie, New Delhi (Inde)
- M. Bruno Messerli (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de géographie, Université de Berne, Berne (Suisse)
- M. Richard Orraca-Tetteh (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Département de la nutrition et des sciences alimentaires, Université du Ghana, Legon (Ghana)
- M. Lloyd B. Rankine (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Université des Indes occidentales, Trinité-et-Tobago (Antilles)
- M. C. V. Seshadri (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), Centre de recherche Shri Amm Murugappa, Division de la photosynthèse et de l'énergie, Tharmamani, Madras (Inde)
- M. Keiji Umeda (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut national de recherche alimentaire Tsukuba-gun, Ibaraki-ken (Japon)
- M. Victor Valverde (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala City (Guatemala)
- M. Aree Valyasevi (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de nutrition, Université Mahidol, Bangkok (Thaïlande)
- M. Didin S. Sastrapradja (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia (LIPI), Djakarta (Indonésie)
- M. Pisit Voraurai (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Université de Chiang Mai, Chiang Mai (Thaïlande)
- M. Wu Chuan-chun (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de géographie, Académie chinoise des sciences, Beijing (Chine)

B. Personnel de l'Université des Nations Unies

Cabinet du recteur

- M. Soedjatmoko, recteur
- M. Michio Nagai, conseiller principal du recteur
- M. S. Chidambaranathan, administrateur exécutif
- M. Jose V. Abueva, secrétaire de l'Université
- M. H. A. B. Parpia, directeur du service de planification et d'évaluation
- M. V. Krishnadasan, conseiller juridique
- M. Wolfgang Buss, administrateur hors-classe chargé de la planification et de l'évaluation
- M. Amadio A. Arboleda, assistant du Secrétaire de l'Université
- M. Erwin Ramedhan, assistant spécial du recteur

Division de la planification institutionnelle et de la mise en valeur des ressources

- M. Alexander A. Kwamong, vice-recteur
- M. Arthur J. Collingsworth, administrateur hors-classe chargé de la mise en valeur des ressources
- M. Vagh Kjellberg, fonctionnaire chargé des relations avec les gouvernements et les institutions

Division des études sur le développement

- M. Miguel Urrutia, vice-recteur
- M. Maurice Levy, directeur de programme*
- M. Walter Manshard, directeur de programme*
- M. Nevin S. Scrimshaw, directeur de programme*
- M. Walter Shearer, administrateur principal de programme
- M. Robert Kokke, administrateur principal de programme
- Mme Setsuko Yukava, administrateur de programme

* Personnel à temps partiel ne résidant pas à Tokyo.

Mme Kathleen Landauer, administrateur de programme

M. Aly Nazerali, administrateur de programme adjoint

Division des études régionales et mondiales

M. Kinhide Mushakoji, vice-recteur

M. Ignacy Sachs, directeur de programme*

M. Rajni Kothari, directeur de programme*

M. Janusz W. Goebowski, administrateur principal de programme

M. Hossam Issa, administrateur de programme

M. Takeo Uchida, directeur de programme

Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

M. Edward Ploman, vice-recteur

M. José Mata, coordonnateur, Service de traduction et d'interprétation

Autres postes : à pourvoir

Services culturels

M. Shigeo Minowa, chef

Mme Yasuko Tashiro, traductrice

M. James E. Ricketson, préparateur/correcteur d'épreuves

M. Michael Gautrey, préparateur/correcteur d'épreuves

Services de l'information

M. Michael Clark, directeur par intérim

M. John M. Fenton, chercheur-rédacteur

M. Kazuo Tsushima, fonctionnaire de l'information (Japon)

* Personnel à temps partiel ne résidant pas à Tokyo.

Services administratifs

M. Douglas T. Manson, directeur de l'administration

M. Leslie Schenk, chef du service du personnel

M. Rabinder N. Malik, chef, conférences et services généraux

M. Akio Komatsuki, chef du service financier et fonctionnaire de liaison avec le
Gouvernement japonais

M. Wayne Ching, service budgétaire

M. Barry de Crummere, fonctionnaire des finances

M. Rynto Kawade, fonctionnaire d'administration

Bureau de liaison de New York

M. Ray Fleming, directeur

M. Ivan Kanterovitz, fonctionnaire d'administration

Bureau d'information en Europe

M. C. T. Isolani, représentant aux bons soins du Centre d'information des
Nations Unies, Londres

ANNEXE III

Liste des principales publications (juillet 1982-juin 1983)

Publications du Centre

ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), vol. 4, No 4-10; vol. 5, No 1-3.

Food and Nutrition Bulletin, vol. 4, No 4; vol. 5, No 1.

Mountain Research and Development, vol. 3, No 1 and 2.

Burley, Jeffery. Obstacles to tree-planting in arid and semi-arid lands : comparative case studies from India and Kenya. 52 p.

Gallais, Jean, dir. pub. Compte rendu du Séminaire sur la gestion des terres arides en Afrique de l'Ouest. 80 p.

MacDonald, L. H., dir. pub. Agro-forestry in the African humid tropics. 163 p.

Shacklady, Cyril A., dir. pub. The use of organic residues in rural communities. 177 p.

Whitehead, R. G., dir. pub. Maternal diet, breast-feeding capacity and lactation infertility. 107 p.

Division des études régionales et mondiales

Hayashi, Takeshi, et Toshio Toyoda. Histoire de l'enseignement professionnel au début de l'ère Meiji. 286 p. Publié en japonais.

Publications conjointes

Biswas, Asit K., Zuo Dakang, James E. Nickum et Liu Changming, dir. pub. Long-distance water transfer : Chinese case study and International experiences. Tycooly International Publishing Limited. 408 p.

Chen, L. C., et M. S. Scrimshaw, dir. pub. Diarrhea and malnutrition : interactions, mechanisms and interventions. Plenum Press. 318 p.

Cooke, R. V., D. Brunnsden, J. C. Doornkamp et D. K. C. Jones. Urban geomorphology in drylands. Oxford University Press. 324 p.

Miles, Ian, et John Irvine, dir. pub. The poverty of progress : changing ways of life in industrial societies. Pergamon Press. 344 p.

Pecujlic, M., A. Abdel-Malek et G. Blue, dir. pub. La transformación del mundo : (vol. I) Ciencia y tecnología. Siglo Veintiuno Editores. 276 p.

Pecujlic, M., A. Abdel-Malek et G. Blue, dir. pub. The transformation of the world
(vol. I) Science and technology. Macmillan. 174 p.

Pollitt, Ernesto et Rudolph L. Leibel, dir. pub. Iron deficiency : brain
biochemistry and behaviour. Raven Press. 270 p.

Scrimshaw, Nevin S., et Mitchel B. Wallerstein. Nutrition policy
implementations : issues and experience. Plenum Press. 558 p.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
